

À L'APPROCHE DE LA SAISON ESTIVALE

El Kala interdite aux célibataires

Alors que l'on clairoie que la promotion de la destination Algérie et du tourisme en général figure parmi les priorités des pouvoirs publics, les édiles d'El Kala, l'une des stations balnéaires les plus prisées par les estivants nationaux et étrangers, viennent d'adopter une décision aussi surprenante qu'inédite.

Curieuse est la décision prise par la mairie d'El Kala ! Pas de «location d'appartements, villas, garages et autres infrastructures appartenant aux particuliers aux jeunes célibataires à partir de la toute prochaine saison estivale». L'information a été rapportée, hier, par le quotidien régional *Annasr*.

Les élus de cette commune, qui ont agi sur la base des «rapports des services de sécurité» indiquant un «accroissement de la petite délinquance lors des trois mois de l'été», justifient cette mesure, décrétée à l'issue d'une «assemblée générale de l'APC», par les «conséquences désastreuses» des «flux non maîtrisés des touristes venant

des villes de l'intérieur du pays» sur le tourisme dans cette ville côtière, on ne peut mieux paradisiaque. En tout état de cause, le manque flagrant d'infrastructures d'accueil à El-Kala y est pour beaucoup et les élus de cette commune auraient dû penser à lancer des investissements dans le secteur hôtelier au lieu d'interdire aux particuliers de louer aux jeunes célibataires.

Les quelque 1 300 lits dont dispose la ville ne peuvent en aucun cas assurer une prise en charge adéquate des milliers d'estivants qui préfèrent cette destination d'autant que la beauté naturelle d'El Kala vaut inévitablement le recous au système D. L'exemple de Tabarka en

Tunisie, située à quelques kilomètres de nos frontières, est enviant en la matière alors que les potentialités touristiques d'El Kala sont largement supérieures.

Sur un autre volet, ajoute le confrère d'*Annasr*, l'APC locale aurait demandé à «soumettre à autorisation les transactions immobilières de location pendant l'été» afin de pouvoir «contrôler les estivants» parmi lesquels se trouvent des «bandits ou autres recherchés par les services de sécurité, ne pouvant se permettre une chambre d'hôtel au risque de se faire capturer et qui cherchent refuge dans des immeubles de particuliers à El Kala en vue de voler des touristes».

Le recours des habitants de cette ville à la location de leur patrimoine immobilier renseigne sur le manque d'infrastructures d'hébergement dans la région. Les risques dont on parle demeurent, quant à eux, l'affaire



Photo : DR

des services de sécurité dont la mission est de maintenir l'ordre et de veiller à la sécurité des touristes.

Une telle mesure nuit certainement à l'image de marque de cette destination. Non seulement

elle fait fuir un potentiel des plus importants d'estivants mais constitue un obstacle patent au développement du tourisme à El Kala en particulier et en Algérie en général.

Lyas Hallas

EN DÉPIT D'UNE LÉGÈRE DIMINUTION DE LEUR PRÉVALENCE

Les hépatites demeurent un problème de santé publique

Avec 320 000 cas d'hépatite C et environ un million de personnes atteintes d'hépatite B, les maladies hépatiques constituent un véritable problème de santé publique en Algérie.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - En dépit d'une diminution du taux d'incidence de l'hépatite B, qui passe de 4,3 pour 100 000 habitants en 2006 à 4,1 en 2007, et de l'hépatite C, qui passe de 3,1 pour 100 000 habitants en 2006 à 2,5 cas pour 100 000 habitants en 2007, la situation reste inquiétante, aux dires des spécialistes. Pour faire face à la situation, un budget de 3 milliards de dinars

a été débloqué pour le traitement des personnes atteintes. Il faut savoir que chaque malade coûte 150 millions de centimes par an.

Les services du ministère de la Santé expliquent cette relative baisse par le «renforcement des actions de prévention, l'application des précautions standard et universelles relatives aux soins donnés aux malades, la réalisation des

actions de dépistage et aussi l'individualisation de la notification en temps réel de l'hépatite B et C par le réseau intranet». Sur le terrain, la situation est moins évidente. Les médecins, réunis hier au niveau du ministère de la Santé à l'occasion de la Journée mondiale des hépatites, ont fait part des difficultés rencontrées sur le terrain, notamment en matière d'approvisionnement en médicaments. La bureaucratie imposée aux CHU pour obtenir les traitements nécessaires des

hépatites encourage le nomadisme des malades. Une situation, selon M. Tou qui nécessite d'assurer la traçabilité des médicaments. Autre problème relevé par les médecins, la nécessité de se conformer

aux standards en matière d'hygiène au niveau des structures sanitaires. Profitant de cette occasion, Amar Tou, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a indiqué que le dépistage

des hépatites se fera systématiquement au niveau des centres existants et servant à dépister le VIH. Il s'agit de dépister au plus tôt les personnes atteintes d'hépatite.

N. I.

Vers l'abandon de l'incinération des déchets hospitaliers

Le ministre de la Santé a indiqué hier que son département réfléchissait sérieusement à trouver une alternative à l'incinération des déchets hospitaliers d'activité de soins à risques infectieux et assimilés (Darsi), une technique que les pays développés n'utilisent plus.

Pour ce faire, le département de Tou a

fait appel à une équipe de spécialistes français qui testent au niveau des CHU de Kouba et de Bab-El-Oued d'autres procédés avant qu'une option soit définitivement retenue pour se débarrasser sans risque des 25 000 tonnes de Darsi produits annuellement par les hôpitaux algériens.

N. I.

JOURNÉE SANS VOITURES

Alger livrée aux piétons

L'axe rue Didouche-Mourad place des Martyrs va être fermé à la circulation demain de 9h à 17h. Ceci entre dans le cadre d'une opération baptisée «une journée sans voitures, la rue est à vous» initiée par Radio Bahdja et parrainée par le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme.

Cet événement a notamment pour but de faire en sorte que les Algérois profitent de leur ville. Selon les organisateurs, il s'agit aussi de «réinitier» les citadins aux plaisirs de la marche à pied, précisant que les habitants de la capitale sont devenus esclaves des véhicules. Inculquer une culture environnementale est également l'un des objectifs recherchés par cette opération. Tout un programme logistique et d'animation a été mis en place afin d'assurer le transport des personnes souhaitant gagner la voie piétonnière. Quatre bus, qui carburant au gaz naturel, sont chargés de rapprocher les citoyens intéressés au parcours écolo à partir de plusieurs points : El-Biar, Bab-El-Oued, Dar-Beida et autres. Le parcours concerné est inscrit sur 3,5 kilomètres linéaires et ce du

ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (hauteurs de la rue Didouche-Mourad) la place des Martyrs dans la commune de La Casbah. Les APC concernés par l'opération (Sidi M'hamed, Alger-Centre, et La Casbah) se chargent à leur tour d'aménager des espaces de détente (tables et chaises) à ceux qui veulent reprendre leurs souffles. Le parcours de 3,5 kilomètres sera, par ailleurs, meublé par des animations multiples. A la place de la Grande-Poste, un terrain de beach-volley va être aménagé et abritera un petit tournoi.

Pas moins de 80 vélos tout terrain vont être mis à la disposition des enfants par l'association Sos Villages. Des ateliers de peinture vont être entretenus par des étudiants de l'école des Beaux-arts. Les jeunes scouts vont également

être de la partie. Des pièces de théâtre, des sketches et des spectacles de clown, ne sont pas en reste. Les promeneurs auront l'occasion de profiter de représentations grandeur nature. En outre et dans le cadre du développement de la culture de l'environnement, une opération de tri des ordures est annoncée. Cette opération est chapeautée par une association spécialisée dans ce domaine.

Le tout dans une ambiance musicale, soulignent les organisateurs de l'événement. Aucun véhicule ne sera toléré sur le tracé vert. Même pas ceux des services de sécurité.

Le service d'ordre va être assuré par des brigades pédestres et autres moyens de circonstance. C'est également le cas des éléments de la Protection civile et autres services d'assistance sanitaire. L'accès des véhicules prioritaires ne sera autorisé qu'en cas de nécessité. Les services de police de la Sûreté de wilaya d'Alger se chargent de la déviation du flux routier. Une

tâche somme toute facile sachant que la circulation routière est en général fluide les vendredis. Le numéro vert de la police (le 17) a été mis à la disposition des citoyens qui souhaitent avoir plus d'informations sur cette opération ainsi que sur le plan de déviation de la circulation à Alger-Centre. Il est à noter que cette opération se tient en parallèle d'un séminaire euro-méditerranéen sur la

citoyenneté et la protection de l'environnement. Par ailleurs, il est attendu à ce que toutes les villes du pays organisent des opérations similaires. Pour Alger, il semble d'ores et déjà que l'initiative va se rééditer les années prochaines.

Cela va vraisemblablement coïncider avec le deuxième vendredi du mois de mai.

N. M.

ORAN

Une unité des forces navales intercepte 20 harraga en mer

Une source proche des gardes-côtes relevant de la façade maritime ouest a fait état de l'interception hier de 20 harraga.

Les 20 candidats à l'émigration clandestine se trouvaient dans une embarcation pneumatique, à quelque 37 miles au large de Béni-Saf. C'est une unité des forces navales qui les a repérés et pris en charge. Les 20 harraga ont été amenés au port d'Oran où ils devaient être interrogés par les services de sécurité, et ce, probablement au vue d'une poursuite judiciaire. Depuis que le climat est devenu plus clément ces derniers jours, les harraga multiplient les tentatives pour rejoindre les côtes espagnoles.

Fayçal M.